

CHAPITRE 2 (ACTIVITÉS)

Défaillances de marché et défaillances de l'Etat

Objectifs pédagogiques

- Justifier pourquoi l'allocation des ressources n'est plus efficace en présence d'une défaillance de marché.
- Énoncer les solutions permettant de corriger ces défaillances de marché.
- Citer des situations où l'on peut parler de défaillance de l'État.

Vidéo : <https://youtu.be/1neYAilsFgo>

Contexte

C'est bientôt la fin des véhicules Diesel. Déjà, à partir du 1^{er} janvier 2025, les moteurs Diesel mis en circulation avant 2011 et les voitures à essence antérieures à 2006 ne seront plus autorisés à rouler dans certaines villes où les vignettes Crit'Air sont en vigueur. Plus de 315 villes ou métropoles européennes ont déjà adopté la vignette Crit'Air qui doit être apposée sur le pare-brise pour circuler dans une zone à faibles émissions (ZFE). Des dispositifs d'aides au renouvellement des véhicules accompagnent ces mesures d'interdiction de circulation de moteurs polluants.

Partie 1 : Analyser les défaillances de marché : asymétries d'information et concurrence imparfaite

DOC 1 La situation d'asymétrie d'information : une défaillance de marché

L'asymétrie d'information est une défaillance de marché désignant une situation dans laquelle une des parties détient plus d'informations sur les biens et services échangés que l'autre. Par exemple, le vendeur d'une voiture d'occasion connaît les points faibles de son véhicule, mais peut se garder de les révéler aux acheteurs (les « demandeurs ») pour en tirer un meilleur prix. Ainsi, l'acheteur victime d'un tel risque d'information risque d'acheter une voiture qui ne correspond pas au prix affiché. Une situation d'asymétrie d'information correspond donc à une **défaillance de marché** : situation dans laquelle l'allocation des ressources n'est pas efficace.

DOC 2 L'État corrige les asymétries d'information

Pour corriger le problème d'asymétrie d'information, l'État fixe des règles et des obligations (pour les vendeurs et/ou l'acheteur) afin de rééquilibrer le niveau d'information. Cela permet d'assurer des prix cohérents avec la qualité des biens échangés et de restaurer le bon fonctionnement du marché. Par exemple, pour protéger les épargnants, l'État oblige les banques à transmettre à leurs clients une information claire sur les risques liés aux placements financiers dans le but d'améliorer la transparence du marché financier.

DOC 3 Des labels officiels pour informer

Lorsque le consommateur achète une denrée alimentaire, il lui est souvent difficile de choisir parmi un grand nombre de produits qui semblent tous présenter les mêmes caractéristiques. Certains produits se différencient des autres car ils portent sur leur emballage un **signe officiel de qualité** qui informe le consommateur. www.economie.gouv.fr

DOC 4 La concurrence imparfaite : une autre défaillance de marché

Lorsque les entreprises ont trop de pouvoir sur les marchés, cela les empêche de fonctionner efficacement et nuit aux agents. Mais, pour lutter contre les ententes et la concurrence, des **politiques de la concurrence** sont mises en place. Soit en France, par l'Autorité de la concurrence, soit au niveau

européen, par la Commission européenne. Les politiques sanctionnent les pratiques anticoncurrentielles et interdisent aux entreprises :

- d'entendre pour fixer les prix et de se répartir les clients, empêchant le jeu de la concurrence ;
- d'abuser ou de créer une position dominante sur un marché (par une fusion d'entreprises par exemple). Si cette opération conduit à faire disparaître la concurrence.

DOC 5 Les vertus de la concurrence

Comme dans le sport, la concurrence est un stimulant qui incite les entreprises à se dépasser, favorisant ainsi **l'innovation**, la **diversité de l'offre** et des **prix attractifs** pour les consommateurs comme pour les entreprises. La concurrence stimule ainsi la croissance et génère des gains substantiels pour la collectivité! Au quotidien, les Français font bien compris et font jouer la concurrence dès qu'ils le peuvent : ils comparent les produits, les prix et services proposés et n'hésitent pas à changer d'opérateurs pour bénéficier d'offres plus intéressantes. www.autoritedelaconcurrence.fr

DOC 6 Des condamnations pour pratiques anticoncurrentielles

Septembre 2023 : la Commission européenne a infligé à Intel une amende de 376 millions d'euros, en raison d'un abus de position dominante sur le marché des puces informatiques, pour avoir mis en œuvre une stratégie visant à exclure du marché son seul concurrent sérieux : AMD.

Mars 2021 : l'Autorité de la concurrence sanctionne les 3 principaux fabricants de sandwiches (Brossard, LTA et Montbrial), sous marque de distributeurs à 24 millions d'euros d'amende, pour s'être concertés lors de réunions secrètes sur les hausses des prix de vente. Ils ont ainsi élevé leurs prix pendant 6 ans sans craindre le risque de leurs concurrents.

Vidéo : <https://youtu.be/SzOPuTv1Gi0>

Situation

Le contrôle anti-pollution est un contrôle technique complémentaire obligatoire pour tous les véhicules utilitaires essence ou Diesel. Il vérifie que le véhicule n'émet pas un taux trop élevé de particules fines afin de répondre aux normes européennes anti-pollution.

1 Pourquoi existe-t-il une situation d'asymétrie d'information sur le marché des véhicules d'occasion ?

→ **Document 1**

2 En quoi une situation d'asymétrie d'information correspond-elle à une défaillance de marché ?

→ **Document 1**

3 Comment l'État peut-il intervenir pour améliorer le fonctionnement des marchés ? → **Document 2**

4 Comment l'État intervient-il pour réduire l'asymétrie d'information sur le marché des véhicules d'occasion ? → **Situation** → **Document 2**

5 Exposez les autres exemples d'interventions de l'État qui permettent de réduire l'asymétrie d'information entre les agents. → **Documents 2 et 3**

6 Pourquoi les pratiques anticoncurrentielles des entreprises sont-elles interdites par les pouvoirs publics ? → **Document 4**

7 En quoi la concurrence favorise-t-elle l'activité économique ? → **Document 5**

8 Expliquez pourquoi l'entreprise Intel, d'une part, et les fabricants de sandwiches, d'autre part, ont été sanctionnés. → **Document 6**

9 En guise de synthèse, rappelez en quoi les deux défaillances de marché étudiées ne permettent pas une allocation efficace des ressources. → **Documents 1 à 6**

Question Flash pour 5 minutes de réflexion et 1 minute de présentation :

« L'État devrait-il interdire l'usage des moteurs Diesel dans toutes les villes européennes d'ici 5 ans, quitte à subventionner massivement l'achat de véhicules neufs, ou cette intervention est-elle excessive ? »

Consignes pour l'exercice

- **Réflexion (5 minutes) :**
 - Prenez position (Pour l'interdiction totale ou Contre l'interdiction totale).
 - Trouvez un **argument clé** et une **contre-argumentation** (pour anticiper une objection).
- **Présentation (1 minute) :**
 - Énoncez clairement votre position.
 - Développez votre argument principal.
 - Concluez avec votre point de vue final.

Partie 2 : Analyser les défaillances de marché : le cas des externalités

DOC 7 Une externalité traduit une défaillance du marché

Les opérations de consommation et de production des agents produisent généralement des effets externes, appelés **externalités**, sur les autres agents, sans que cela donne lieu à une contrepartie financière. Et c'est précisément ce qui pose problème : pourquoi une entreprise qui pollue son voisinage modifierait-elle son activité si elle n'est pas taxée pour la pollution qu'elle émet ? On voit que le marché est incapable de faire payer l'entreprise et de l'inciter à moins polluer. Le **marché est donc défaillant** car il n'intègre pas ces effets externes, les externalités.

DOC 8 Les externalités positives

L'externalité positive correspond au cas d'un agent qui, par son activité, rend service à d'autres agents gratuitement, sans en être récompensé. Prenons l'exemple classique d'un apiculteur (producteur de miel) installé à proximité d'un arboriculteur (producteur de pommes). L'apiculteur obtient une bonne récolte de miel puisque ses abeilles profitent du pollen des arbres fruitiers. Le pommiculteur, lui aussi, profite de la proximité des abeilles qui assurent gratuitement la pollinisation (reproduction) de ses arbres.

DOC 9 Les externalités négatives

Si un éleveur de porcs ne traite pas les déchets et les laisse pénétrer dans le sol, cela pollue l'eau des nappes phréatiques et la rend impropre à la consommation. L'éleveur ne tient pas compte de l'effet négatif de sa production sur les ménages et les entreprises des alentours qui en subissent le coût, devant filtrer l'eau ou l'acheter en bouteilles. On est en présence d'une **externalité négative** puisqu'un agent produit une nuisance par son activité, sans en compenser le dommage causé à autrui.

DOC 10 L'intervention de l'État pour corriger les défaillances

Les agents producteurs d'externalités négatives savent qu'ils ne sont pas sanctionnés et ceux qui subissent ne sont obligés de supporter des coûts supplémentaires. Donc, le marché est impuissant face à ces dysfonctionnements. De même, les agents à l'origine d'externalités positives ne font aucun effort pour continuer à les produire puisqu'ils ne sont pas rémunérés pour leur action. Il est donc nécessaire que l'État intervienne pour orienter les comportements des agents, en encourageant certaines activités par des subventions et en décourageant d'autres par des impôts, des taxes et des réglementations.

DOC 11 L'État régule les activités qui produisent des externalités

Lutte contre les déserts médicaux Île de France : depuis septembre 2023, **1 500 euros de prime** sont versés pour attirer des généralistes dans cinq départements franciliens de la grande couronne parisienne concernés par la désertification médicale.

Herbicides et santé publique Le **glyphosate**, pesticide le plus vendu au monde, a été classé « cancérogène probable » par l'OMS en 2015. En juin 2021, un rapport de l'Inserm est venu renforcer l'analyse des risques du glyphosate sur la santé. En France, l'herbicide est interdit dans les espaces publics depuis janvier 2017, comme au Portugal désormais, et chez les particuliers depuis janvier 2019, comme aux Pays-Bas et en Belgique actuellement.

Situation

Les véhicules à motorisation Diesel sont fortement émetteurs d'oxydes d'azote et de particules fines. En effet, ils émettent 30 à 100 fois plus de particules que les véhicules à essence, ce qui constitue 30 % des particules émises par l'ensemble des véhicules ! www.notre-planete.info

10 Pourquoi l'utilisation de véhicules à moteur Diesel produit-elle des externalités ? → **Situation**
→ **Document 7**

11 Repérez les deux externalités qui sont produites dans l'exemple de l'apiculteur. → **Document 8**

12 Pourquoi l'activité de l'éleveur n'est-elle pas bien régulée par le marché? Comment l'État pourrait-il intervenir? → **Documents 9 et 10**

13 Distinguez les externalités négatives et positives dans les situations suivantes, en justifiant votre réponse : → **Documents 8 et 9**

- **a.** Une ligne TGV traverse une zone d'habitations dont la valeur immobilière s'effondre.
- **b.** Un événement culturel se tient dans une région française et dynamise l'activité économique aux alentours.
- **c.** Une boîte de nuit ouvre dans un immeuble et provoque des nuisances sonores.
- **d.** Une entreprise déverse des substances polluantes dans une rivière sur laquelle des pêcheurs sont installés en aval.
- **e.** Des riverains résident à côté d'un échangeur autoroutier et souffrent du bruit.
- **f.** L'installation d'un centre commercial entraîne la création de nombreux emplois dans une zone à fort taux de chômage.

14 Comment l'État intervient-il pour corriger les défaillances liées aux externalités ? → **Document 10**

15 Repérez, dans les exemples, les différentes interventions de l'État pour réguler les externalités positives et les externalités négatives. → **Document 11**

Partie 3 : Analyser les défaillances de marché : le cas des biens publics

DOC. 12 Les caractéristiques d'un bien public

En 1954, P. Samuelson définit les biens publics comme des biens, services ou ressources qui bénéficient à tous. Tout bien public dit « pur » possède deux caractéristiques qui le distinguent d'un bien privé :

- La non-rivalité : son utilisation ne diminue pas la quantité disponible pour les autres ; par exemple, l'utilisation de la lumière d'un phare côtier par un navigateur ne réduit pas la lumière pour d'autres bateaux.
- La non-exclusion : il est impossible d'exclure des personnes de son usage ; l'utilisation de la lumière du phare ne peut pas être interdite à certains bateaux et permise à d'autres.

DOC. 13 Les différents types de biens publics

On distingue les biens publics « purs » qui respectent les deux caractéristiques (comme le phare), des biens publics dits « impurs » qui ne respectent qu'une seule de ces deux caractéristiques, comme les biens communs (non-exclusion mais rivalité).

Les pâturages de montagne, par exemple, sont à la disposition de tous (non-exclusion), mais l'herbe s'épuise au fur et à mesure de sa consommation, empêchant certains bergers d'en profiter (rivalité).

DOC. 14 Les biens communs

L'air que nous respirons est essentiel à notre survie, c'est théoriquement un bien libre qui est gratuit et en quantité illimitée. Il devient un bien économique dès qu'une activité humaine est nécessaire pour le rendre respirable et le préserver en même temps que la biodiversité, les poissons dans les océans, la forêt, l'eau potable, la santé, etc. Les biens communs désignent les ressources essentielles à la vie de

la collectivité. Leur gestion durable nécessite la mobilisation de tous les acteurs de la société : État, citoyens, associations, entreprises, ONG, collectivités locales.

DOC. 15 La préservation des forêts

La gestion durable des forêts relève de la politique forestière et répond à des impératifs économiques, environnementaux et sociaux. Le rôle de l'État est de préserver les forêts en assurant la coopération de tous les acteurs. Il peut s'agir aussi bien des propriétaires et gestionnaires des forêts, que des usagers ou des défenseurs de l'environnement. En effet, les forêts constituent de véritables puits de carbone puisque les arbres stockent du gaz carbonique dans leur tronc et leurs branches. Elles participent donc pleinement à la lutte contre le réchauffement climatique.

DOC. 16 L'État : producteur de biens publics pour corriger les défaillances

Les biens publics qui intéressent les économistes sont ceux qui sont produits par des activités économiques : le phare, les routes, l'éclairage public, la défense nationale... Comme personne n'a intérêt individuellement à payer quoi que ce soit pour en bénéficier (vu que chacun peut en profiter sans payer), il faut impérativement que les pouvoirs publics financent leur production sur la base de recettes publiques. La notion de bien public, ainsi définie, permet aux économistes, y compris libéraux, d'admettre que l'État intervienne comme financeur dans une partie circonscrite de l'économie, parce qu'il y a alors une « défaillance du marché » alors qu'un besoin s'exprime.

Le blog de Jean Gadrey, www.alternatives-economiques.fr

Situation

La pollution de l'air, et plus généralement la « qualité de l'air », est un enjeu de santé publique important. L'État réglemente donc les émissions de gaz et particules nocives. Par exemple, le certificat officiel de qualité de l'air, la vignette Crit'air, est obligatoire pour circuler dans les zones à circulation restreinte lors de certains épisodes de pollution dans de nombreuses grandes villes.

16 Quel est l'objectif poursuivi par la mise en place de la vignette Crit'air ? → Situation

17 Pourquoi un phare est-il un bien public « pur » ? → Documents 12 et 13

18 Quelle est la différence entre un bien public pur et impur ? → Documents 12 et 13

19 Expliquez en quoi un pâturage de montagne est un bien public impur. → Documents 12 et 13

20 Peut-on dire que la forêt est un bien commun ? Justifiez votre réponse. → Documents 13, 14 et 15

21 Repérez les caractéristiques et la nature des biens ci-dessous (reproduisez et complétez le tableau) : → Documents 12 à 15

	Bien non rival	Bien non excluable	Bien public pur	Bien commun
Un phare côtier	x	x	x	
Les forêts		x		x
Mon logement				
Les réverbères de la rue				
La qualité de l'air				
Une autoroute				
La radio				
Les soins des urgences				
Un sandwich				
Netflix				

22 Expliquez la phrase soulignée et illustrez-la avec un exemple. → Document 16

23 Pourquoi l'État se charge-t-il de la production des biens publics ? → Document 16

Partie 4 : Décrire les défaillances de l'État

DOC. 17 La notion de défaillance de l'État

La théorie économique nous dit que le rôle de l'État est schématiquement divisé en deux : l'interventionnisme ou le libéralisme. Mais la réalité n'est pas si simple ! Certes, au-delà de ce clivage, les économistes sont généralement d'accord pour dire que l'État doit intervenir face aux défaillances des marchés (asymétries d'information, externalités, biens publics). Mais l'action de l'État obéit-elle toujours à un objectif d'intérêt général ? Pas forcément !

On constate, en effet, que les décisions publiques ne vont pas toujours dans le sens d'une amélioration du bien-être collectif, soit par choix des décideurs politiques (recherche de pouvoir, objectif de réélection, satisfaction des intérêts d'acteurs privés, etc.), soit par inefficacité (changement de contexte, décision erronée, etc.). On est donc face à une défaillance de l'État, dès lors que les responsables politiques font des choix et mettent en œuvre des politiques publiques qui ne satisfont pas la collectivité dans son ensemble.

DOC. 18 Une défaillance de l'État : le cas du chlordécone aux Antilles

Interdit à partir de 1990 en métropole, le chlordécone, un insecticide toxique, a continué à être pulvérisé pendant des années dans les bananeraies de Guadeloupe et de Martinique, contaminant durablement les sols et les rivières.

Ces situations d'empoisonnement, connues et tolérées par les pouvoirs publics, ont relancé les débats sur le rôle qu'a joué l'État français dans cette affaire.

En sa qualité de chef de l'État, Emmanuel Macron [a reconnu publiquement en septembre 2018] qu'il s'agissait d'un « scandale environnemental ». [...]

« Nous avons continué à utiliser le chlordécone parce que l'État, les élus locaux ont accepté cette situation, pour ne pas être loin accompagnée, en considérant qu'arrêter le chlordécone, c'était menacer une partie des exploitations. » L'État doit aujourd'hui assumer une part de cette responsabilité, a reconnu Emmanuel Macron.

Gesche Wüpper, Die Welt, www.courrierinternational.com, 14 octobre 2019.

DOC. 19 L'État condamné pour préjudice écologique

L'État devra réparer les conséquences de ses manquements dans la lutte contre le changement climatique avec le dépassement du plafond des émissions de gaz à effet de serre en 2015-2018.

Le 14 octobre 2021, le jugement du tribunal administratif de Paris sur la question du préjudice écologique donne raison aux défenseurs de l'environnement et de « l'Affaire du siècle » : l'État doit réparer le préjudice, au plus tard, le 31 décembre 2022.

vie-publique.fr, 21 oct. 2021

Dans un jugement du **29 juin 2023**, le tribunal administratif de Paris condamne l'État à réparer, d'ici le **30 juin 2024**, un « préjudice écologique » lié à l'utilisation massive des pesticides dans l'agriculture, accusée de causer un effondrement de la biodiversité. Il enjoint à l'État de mieux respecter ses trajectoires de baisse de l'utilisation des pesticides afin de protéger les eaux et les sols.

Tribunal administratif de Paris, 29 juin 2023.

Situation

En France, et plus globalement dans le monde, les véhicules à motorisation Diesel ont mauvaise presse. Accusés d'être polluants, ces véhicules restent pourtant très utiles pour les personnes qui effectuent quotidiennement des longs trajets. Le gouvernement français, qui avait beaucoup mis en avant le gazole dans sa politique industrielle [**NDLR : le développement de l'énergie nucléaire dans les années 1980 avait créé des excédents de gazole à écouler**], est en train de prendre des mesures pour diminuer le nombre de diesels dans le parc automobile français. La France est le pays où l'on compte le plus de diesels : environ 60 % du parc automobile. [La politique fiscale sur le carburant était historiquement très avantageuse pour le diesel. Depuis quelques années, le prix du diesel s'aligne progressivement sur celui de l'essence pour répondre aux engagements écologiques.]

24 Repérez la position de l'État dans le domaine des véhicules motorisés au diesel. Pourquoi a-t-elle changé ? → Situation

25 Qu'entend-on par défaillance de l'État ? Quelles peuvent en être les raisons ? → Document 17

26 Pourquoi l'État a-t-il été défaillant aux Antilles ? → Document 18

27 Comment expliquer l'action défaillante de l'État ? → Document 18

28 En quoi l'État a-t-il été défaillant en matière écologique ? → Document 19

Question pour l'oral :

À votre avis, quelles peuvent être les conséquences pour la société quand l'État reconnaît publiquement une erreur ou une défaillance ? Est-ce plutôt positif (transparence, confiance) ou négatif (perte de crédibilité, méfiance) ?

(5 à 10 minutes de réflexion, puis 1 minute de prise de parole)